

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Commonwealth : Ali Bongo Ondimba confirme l'adhésion du Gabon

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

L'adhésion du Gabon au Commonwealth est en passe de se concrétiser. C'est du moins ce qu'a annoncé le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors de sa dernière adresse à la Nation. (...) En 2022, notre pays devrait intégrer la grande famille du Commonwealth. Une famille forte de 54 États. C'est un tournant géopolitique majeur pour notre pays qui désire dans un monde globalisé, s'ouvrir et adhérer à un autre espace multiculturel également porteur pour notre pays", a déclaré le numéro un gabonais. Et de poursuivre : "Avec à la clé, de nouvelles opportunités

pour nos jeunes comme pour nos entreprises, par l'apport diplomatique et économique que le Gabon pourra en tirer". Il ne fait l'ombre d'aucun doute que le chef de l'État a à cœur de faire intégrer son pays dans l'espace anglophone. À noter que la langue de Shakespeare constitue désormais la principale langue utilisée dans les échanges commerciaux. S'il est vrai que le "locataire du bord de mer" n'a pas donné de date précise quant à l'adhésion du Gabon au Commonwealth, tout porte à croire que les choses vont bon train. En atteste son tête-à-tête avec Patricia Scotland QC, secrétaire général du Commonwealth en marge du sommet de la COP 26 qui s'est tenu à Glasgow, en Écosse, au dernier trimestre de l'année

écoulée. Lors de cet entretien, les deux personnalités ont essentiellement évoqué l'adhésion du Gabon à cette organisation forte de cinquante-quatre (54) États membres. Occasion pour le chef de l'État de montrer le bien-fondé de ladite adhésion. "Par son importance diplomatique et économique, le Commonwealth fait partie des organisations internationales qui peuvent avoir une influence décisive sur la question du climat, de la protection des forêts et de la biodiversité", avait-il déclaré. Bon à savoir, l'adhésion du Gabon au Commonwealth ne signifie point une remise en cause ou une rupture des relations multilatérales avec les partenaires historiques. Au contraire, elle la renforcera.



Instant d'entretien entre le président et la SG du Commonwealth, en marge du sommet de Glasgow.

Réformes des retraites : Rose Christiane Ossouka Raponda reçoit le rapport du cabinet FINACTU

LE document lui a été remis hier à la Primature, par le représentant dudit cabinet dans la sous-région d'Afrique centrale, Guy Rasoanaivo.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Démarrée en octobre dernier, l'étude actuarielle des régimes de sécurité sociale gérés par la Caisse des pensions et des prestations familiales (CPPF), en vue de son arrimage au nouveau système de rémunération des agents de l'État, a été récemment bouclée. Elle avait été confiée au cabinet FINACTU. Et c'est son représentant en Afrique centrale, Guy Rasoanaivo, qui a remis hier à la Primature le rapport y relatif à la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda. Il s'agissait pour le cabinet FINACTU d'analyser et contrôler les risques et les flux dans la gestion des régimes de sécurité sociale des agents de l'État. Et ce, afin de fournir au gouvernement gabonais des solutions adéquates sur la problématique



La cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, recevant le rapport.

de l'arrimage de ses régimes au nouveau système de rémunération des agents de l'État. "Nous sommes venus remettre au Premier ministre, les résultats de l'étude que le gouvernement a confiée au cabinet. Nous sommes très honorés de la confiance que nous a accordée le gouvernement. La prochaine étape est l'accompagnement de la CPPF", a déclaré l'hôte de la cheffe du

gouvernement, au sortir de leur entretien. Il faut rappeler que le cabinet sollicité ici a pour mission de donner des conseils stratégiques, opérationnels et financiers à ses partenaires. Cela en capitalisant sur une équipe multiculturelle, la connaissance fine des enjeux, problématiques et rouages du continent, et une forte présence sur le terrain.

UN : rentrée politique ce samedi

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

SAUF changement, c'est ce samedi que l'Union nationale (UN) effectuera sa rentrée politique à son nouveau siège national, sis aux Bas de Gué-Gué, dans le 1er arrondissement de la commune de Libreville. C'est ce qui ressort de la réunion de coordination qu'a dirigée hier, au lieu précité, la présidente de cette formation politique, Paulette Missambo. Fraîchement élue à la tête de ce parti politique de l'opposition, elle devrait, à cette occasion, donner le ton et fixer le cap de sa présidence, en droite ligne des résolutions du congrès tenu en novembre dernier dans la commune d'Akanda. C'est peu dire que cette manifestation est très attendue par les militantes, militants, et sympathisants de l'UN et, au-delà, par tout "le peuple de l'opposition". D'autant que dans un peu plus d'un an, les scrutins majeurs (présidentielle, législatives et locales) doivent se tenir dans notre pays. Des échéances politiques auxquelles l'UN devrait prendre part, comme l'avait martelé Paulette Missambo durant la campagne électorale à la présidence de l'UN.



Vue de la réunion de concertation dirigée par la présidente de l'UN, Paulette Missambo.

De même, il s'agira pour la native de Lastoursville d'apparaître comme la présidente de "tous les militants et militantes de l'UN" en rassurant tous ceux qui avaient soutenu son adversaire, Paul-Marie Gondjout, sur sa volonté de mener à bon port leur écurie politique. En apaisant définitivement les tensions et autres frustrations apparues au sein de sa formation politique, au terme d'une campagne électorale durant laquelle les deux camps ne s'étaient véritablement pas faits de cadeaux. Bref, les enjeux sont énormes. D'autant plus que Paulette Missambo devrait définitivement tourner la page du patriarcat Zacharie Myboto.